

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 10 (1902)
Heft: 7

Artikel: Quelques pages d'un journal : écrit à St-Pétersbourg et à Rome, par une Suisse
Autor: Cart, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-11603>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

M. Dutoit-Francillon, avocat, un portrait d'André Gosse, Æt 8. Bolomey del. 1800.

Mlle Lucie Herpin, à Paris, un portrait de Jaques-Justin Bourgeois et un autre anonyme ¹. Le premier est daté de 1794.

Il doit exister dans notre pays encore beaucoup d'œuvres inconnues ou méconnues de Benjamin Bolomey. J'espère que cet article intéressera leurs propriétaires et contribuera à faire sortir de l'ombre ces portraits modestes d'apparence mais qui font singulièrement honneur au citoyen de Lutry et à son pays.

A. DE MOLIN.

QUELQUES PAGES D'UN JOURNAL

Écrit à St-Petersbourg et à Rome, par une Suissesse

DANS LES ANNÉES 1783 A 1798

(Suite et fin.)

II

Lorsque la première nouvelle de la Révolution française parvint à Pétersbourg, aux premiers jours d'août 1789, elle produisit sur les esprits la même agitation que partout ailleurs. Quant à Mlle Lienhardt, elle ne put cacher son enthousiasme en constatant « l'énergie de la nation française. » Les conversations qui s'échangeaient autour d'elle l'intéressaient vivement, et on le conçoit quand on apprend d'elle que, ce jour-là, dans le salon du comte Czernicheff, se rencontrèrent l'ambassadeur de France, le comte de Ségur, et le ministre britannique, M. de Whithvorth. L'ambassadeur se montrait fort affecté, mais M. Czernicheff, gardant une

¹ Comm. de M. van Berchem, N^{os} 441 et 442 de l'Exposition nationale de Genève 1896.

réserve toute diplomatique, disait qu'il fallait attendre pour juger.

Le journal de Mlle Lienhardt, à partir de ce moment, est tout rempli de détails sur les événements dont la France est le théâtre, sur les émigrés et les guerres qui ont caractérisé la période de la Révolution. Notre intention ne saurait être de transcrire ici ces détails malgré l'intérêt qu'ils présentent, et nous devons nous borner à signaler le contre-coup de ces événements sur les destinées de la Suisse, dans la mesure, du moins, où Mlle Lienhardt était elle-même renseignée. C'est ainsi qu'à la date du 20 décembre 1789, elle écrivait :

On m'assure ici que l'exemple de nos voisins (les Français) a déjà beaucoup monté les têtes suisses des bords du Léman. J'espère qu'il n'en est rien. Comparez notre état à celui de tous nos voisins, même à celui de l'Europe, et vous verrez que nous ne sommes point à plaindre. Il y a sans doute quelques abus et rien n'est parfait sur la terre, mais, dans un pays où aucun citoyen ne peut être opprimé, où l'homme industrieux peut s'enrichir sans crainte de se voir enlever le fruit de ses peines, toute innovation ne pourrait que faire un mauvais effet. Aujourd'hui, chacun se croit instruit et personne ne veut plus se laisser conduire ; or, il est clair que le nombre des esprits brouillons l'emportera toujours de beaucoup sur celui des personnes raisonnables ; aussi, Dieu nous préserve de cette frénésie ; j'en serais vraiment mortifiée, car j'ai cent fois soutenu ici que nous sommes la nation la plus heureuse parce que nous n'obéissons qu'aux lois desquelles le premier magistrat dépend ainsi que le dernier cultivateur, et que c'est précisément cette certitude qui nous donne cette énergie de sentiments qui nous distingue partout où la fortune conduit nos pas et qui se manifeste dans chaque circonstance tant soit peu importante de notre vie.

Toute bonne républicaine qu'elle était, et quoique passionnée de liberté, on voit que Mlle Lienhardt se souvenait encore que son père avait été bailli de Vevey. Et cependant elle admirait les « nouvelles républiques » qui, dit-elle, « ont une vigueur et une énergie que les anciennes perdent peu à peu, et c'est bien fâcheux, en vérité ». Cette note, un peu découragée, se fera entendre de nouveau et plus d'une fois.

Un jour, le 7 décembre 1790, s'entretenant avec un compatriote, un Vaudois du nom de Pellissier, officier dans la marine russe, elle écrira :

Nous avons beaucoup parlé des troubles qui commencent à s'élever dans notre pauvre Suisse et qui, hélas ! font bien pressentir que nous sommes las du bonheur tranquille dont nous avons joui depuis plusieurs siècles.

* * *

Durant le cours des années 1791-1792, le journal de Mlle Lienhardt, tout en relatant les événements dont la France est le théâtre, est muet sur ce qui se passe en Suisse. En automne de l'année 1791, la famille Czernicheff quittait Pétersbourg pour faire, en diverses villes d'Italie, un très long séjour nécessité par l'état de santé du comte. A Florence, à Pise, à Rome, à Naples, Mlle Lienhardt devait rencontrer bien des compatriotes, et nous en nommerons plusieurs ; mais, absorbée par tout ce qu'elle voyait sur cette terre classique des beaux-arts, elle parle moins de ce qui se passe en Suisse, où, du reste, il faut le reconnaître, il ne se passait rien alors de très intéressant. Nous ne pouvons donc que glaner quelques récits dans ces pages écrites sous le beau ciel d'Italie.

A Rome, en avril 1793, Mlle Lienhardt rencontre une demoiselle Roustan, Genevoise, une institutrice probablement, qui lui lit une lettre qu'elle vient de recevoir de Genève. On sait qu'à cette époque les démagogues, soutenus par la France, s'étaient emparés de la direction de la République genevoise et que les atrocités de la révolution française n'y trouvèrent que trop d'imitateurs. A la vérité, la lettre reçue par Mlle Roustan ne parlait pas de ces choses, mais, à propos de la nouvelle constitution, ou convention imposée à Genève, elle contenait une plaisanterie comme il s'en débite dans les jours les plus sombres. Un homme vendait la liste des élus à la Convention et criait : à 2 sols

les 120 ! Un plaisant s'écria : « On vous dit bien ce qu'ils valent, mais on ne dit pas ce qu'ils vous coûtent ! » Mais, dans la disposition d'esprit où elle se trouvait, Mlle Lienhardt avait besoin, pour être encouragée, de quelque chose de mieux qu'une plaisanterie, même bonne. Dans le courant de l'année, elle reçut de Suisse une lettre qui lui fit du bien :

Je suis bien aise de l'assurance que vous me donnez qu'il est encore de vrais patriotes parmi nous, et qui veillent avec une noble fermeté à nous conserver le précieux dépôt que nous tenons de la valeur de nos ancêtres. Soyons sûrs que notre patrie va devenir précieuse pour tous ceux qui aiment un gouvernement libre, mais réglé par de bonnes lois. Elle deviendra un asile pour la philosophie et une retraite tranquille pour ceux qui auront sauvé leurs jours du grand naufrage. Je veux, dès que je serai revenue auprès de vous, que nous fassions le tour des petits cantons, le berceau de notre liberté, et que nous couronnions de fleurs le monument du brave Tell. C'est là que je me rappellerai les douces sensations qui, peu à peu, se sont effacées de mon âme et que je retrouverai le bonheur qui m'a fui depuis longtemps.

Quelque temps après, en octobre, Mlle Lienhardt apprend que les cantons suisses ont pris le parti de garder la neutralité ; elle en est charmée.

Je suis persuadée, écrit-elle, que s'ils cédaient aujourd'hui, ils seraient méprisés à jamais, même par les puissances qui désirent s'en servir dans ce moment.

Cependant, les événements se succédaient alors avec une si grande rapidité que les impressions individuelles variaient aussi d'un jour à l'autre. Mlle Lienhardt rencontre dans une rue de Rome son compatriote, l'architecte Stürler, qu'elle croyait retourné depuis longtemps à Berne, et leur entretien sur la tournure que les opinions politiques prennent en Suisse lui cause peu de plaisir.

Il faudrait que, dans ces temps critiques, les bons patriotes forment une phalange, ou plutôt un bataillon sacré, pour sauver la patrie des maux que l'orgueil et la vanité voudraient attirer sur elle. On peut avoir différentes opinions sur les affaires du temps, mais lorsqu'il s'agit du salut de la patrie, tout autre intérêt doit

cesser ; on ne doit penser qu'à la conserver et faire un sacrifice généreux de toutes les petites passions qui s'élèvent contre la liberté. J'aime beaucoup la conduite de nos bons ancêtres, au commencement de la Ligue helvétique, envers la noblesse mécontente de voir disparaître les distinctions qui flattent les petites âmes. On disait simplement aux nobles : si notre organisation ne vous convient pas, vendez vos fonds, prenez vos biens et allez en paix chercher la place où vous serez plus heureux. Cette bonhomie m'a toujours charmée, ainsi que l'honnêteté de la noblesse de ce temps-là. Elle avait ses préjugés, sans doute, mais notre histoire ne nous apprend point que personne ait cherché à fomenter ou à faire naître des troubles ni au dedans, ni au dehors, pour maintenir les droits des nobles. Ils s'en allèrent en paix comme on le leur avait dit et ceux qui restèrent se soumirent aux lois et vécurent en frères avec leurs concitoyens durant plusieurs siècles. Mais aujourd'hui nous avons, plus que jamais, besoin d'union pour déjouer toutes les manœuvres qu'on met en usage pour nous désunir.

* * *

A Rome, Mlle Lienhardt eut l'occasion de rencontrer beaucoup de compatriotes, des peintres, des sculpteurs, des architectes qui, malgré les troubles de l'époque, venaient poursuivre leurs études dans la ville éternelle — ou jouir des douceurs du climat de cette partie de la péninsule. Il y avait aussi dans ces contrées un grand nombre d'émigrés français qui étaient reçus avec empressement chez le comte Czernicheff. Parmi ces derniers, on comptait, entre autres, l'ex-ministre Calonne, et c'est ainsi que Mlle Lienhardt fut mise en relation avec un jeune Christin, d'Yverdon, secrétaire de Calonne. A la date du 6 janvier 1794, elle écrit :

C'est un bien aimable garçon, simple et sans prétentions. En brave Suisse, il porte l'uniforme du régiment de Moudon, dont il est capitaine. Nous avons beaucoup parlé de notre commune patrie, avec ce plaisir pur qu'éprouvent les Suisses lorsqu'ils se trouvent en pays étrangers. Il m'a fait grand plaisir, en me parlant des principes fermes de nos pères conscrits. Dieu les bénisse, une fois, deux fois et trois fois et que la fièvre jaune enlève du milieu de nous tous les mauvais citoyens qui sont indignes d'être les descendants du brave Tell.

C'est par ce « vœu pour la nouvelle année » que Mlle Lienhardt termine la première page de son journal pour 1794. Assurément, ce vœu n'était pas très charitable, mais il est propre à faire comprendre la nature des sentiments qui animaient alors les partisans d'un régime déjà bien menacé. Mlle Lienhardt se nourrissait alors des *Principes philosophiques, moraux et politiques* du major Weiss, bailli de Moudon et futur général des troupes bernoises destinées à réprimer toute velléité d'indépendance chez les Vaudois de 1798.

Cet ouvrage, dit-elle, m'a fait grand plaisir, car il y règne une telle vérité et une telle connaissance du cœur humain que l'on s'y reconnaît à chaque instant.

On sait le rôle peu glorieux que de Weiss devait jouer à l'époque du soulèvement du Pays-de-Vaud. Cet ancien ami de Robespierre, qui avait, dans le temps, justifié la mort de Louis XVI, s'était fait une certaine réputation littéraire, en particulier par ses *Principes* publiés en 1785. Quant à M. Christin, Mlle Lienhardt devait le retrouver trois ans plus tard, à St-Petersbourg, dans l'atelier d'un peintre de mérite, M^e Le Brun. Il avait quitté M. de Calonne et occupait une place au Collège des affaires étrangères. L'impératrice Catherine II l'avait envoyé en 1796 auprès du duc de Sudermanie, régent de Suède, pour terminer quelques différends qui divisaient les deux cours. Il fut plus tard attaché, en qualité de secrétaire, à l'empereur Paul I^{er}, puis au grand-duc Alexandre.

C'est également à Rome que Mlle Lienhardt fit la connaissance de deux Bernois, deux frères dont le nom de famille très connu, a encore des représentants sur les bords de l'Aar. Voici ce qu'elle en dit à la date du 18 février 1795 :

Vendredi soir j'eus la visite de MM. d'Effinger de Wildegg que je présentai au comte qui les invita à passer la soirée. La conversation ne tarit point et se passa en récits militaires de la part du cadet de ces messieurs. L'aîné, le baron actuel de Wildegg, est

d'un caractère sérieux, mais doux et très honnête. Il aime beaucoup l'étude, et fuit le monde à cause d'un peu de surdité qui le rend timide en société. Quant au cadet, il fait la conquête de tout le monde par la beauté de sa figure. C'est une tête d'Adonis sur un corps d'Hercule ; des cheveux blonds, des yeux bleus, une bouche charmante avec un teint de rose et une tournure tout à fait militaire. Avec cela, un ton de modestie et de bonté qui sied bien à un jeune homme, parlant peu lorsqu'il n'est pas question de son état. Il a fait deux campagnes sur le Rhin comme volontaire et aide de camp du général Hotze qui commandait l'avant-garde de l'armée de Wurmser. Il s'est trouvé présent à la prise des lignes de Weissenbourg par les Autrichiens et à tous les avantages qu'ils remportèrent il y a deux ans. Depuis qu'ils ont repassé le Rhin, son père l'a rappelé, mais il compte bien servir encore et toujours comme volontaire, ne voulant pas s'assujettir, quoiqu'il se plaise dans les camps.

Nommons encore un jeune Francillon, de Lausanne sans doute, « très joli garçon » qui a épousé une Anglaise très riche, ce qui lui procure le plaisir de voyager à son aise dans un pays — l'Italie — qu'il a parcouru « en ami complaisant » avec un Anglais.

Mais, après cinq années d'absence de la patrie, le comte Czernicheff — dont la santé ne s'était point remise — désirait retourner à St-Pétersbourg et le 18 septembre 1795 toute la famille reprenait le chemin de la Russie pour se retrouver chez elle le 8 novembre suivant.

* * *

Le séjour de Mlle Lienhardt à St-Pétersbourg ne devait plus être de longue durée. Encore dix-huit mois et, l'éducation de son élève étant achevée, elle pourrait regagner les rives aimées de son lac. Ces dix-huit mois furent les témoins d'événements d'une gravité particulière, soit qu'ils aient intéressé directement la famille Czernicheff par la mort du comte, soit qu'ils aient eu une importance universelle par le fait de la mort de Catherine et de l'avènement au trône de son fils Paul I^{er}. Le journal de Mlle Lienhardt ne pouvait

manquer de signaler l'impression produite par des faits d'une nature aussi spéciale ; aussi la majeure partie de ses pages leur est-elle consacrée. Chose étonnante ! il n'y est fait aucune allusion à ce qui se passe en Suisse dans les premiers mois de 1798. Mlle Lienhardt semble avoir ignoré — ce qui est absolument impossible — l'émancipation du Pays-de-Vaud, en janvier, ou même la prise de Berne par les Français, en mars de cette année-là.

A la fin d'avril seulement, elle consacre quelques lignes à « la révolution qui s'est faite en Suisse ». Mais, à ce moment, préoccupée de son départ prochain, elle ne parle de ces choses que pour signaler les entraves apportées au voyage qu'elle s'apprête à faire pour retourner en Suisse. Nous avons reproduit ces pages de son journal dans la *Revue historique vaudoise* ; nous ne nous y arrêterons donc pas de nouveau.

Enfin, le 30 juin, à minuit, Mlle Lienhardt sortait de St-Pétersbourg et entreprenait un voyage qui devait durer 40 jours... Le 4 août, au matin, elle arrivait à Bâle. A la dernière poste avant cette ville, « la vue et l'air froid des montagnes de sa patrie firent tressaillir son cœur de joie... » A la porte de Bâle, tandis qu'on examinait son passeport, elle eut « le temps de remarquer un air de tristesse qui lui faisait pressentir le peu de satisfaction que la révolution avait causé dans cette partie de la Suisse ». A l'hôtel des Trois Mages, à table d'hôte, elle se trouva placée auprès « d'un homme très intéressant, un des ci-devant premiers magistrats de Lucerne, qui revenait, avec deux autres de ses combourgeois, d'Huningue, où ils avaient été envoyés, ainsi que d'autres personnes distinguées de divers cantons, comme otages ». Le 9 août, elle arrivait à Vevey, où elle ne retrouvait plus sa mère, morte depuis quatre ans déjà, et qu'elle avait toujours espéré revoir, afin de « lui rendre les soins qu'elle avait pris d'elle dans son enfance ».

Le retour dans sa patrie, qui, depuis plusieurs années,

était l'objet de tous ses vœux, ne réalisa point les espérances de Mlle Lienhardt.

Il est certain, dit-elle, qu'il ne pouvait s'exécuter dans un moment plus défavorable. Non seulement l'âge, mais les circonstances avaient changé presque totalement la manière de penser et d'agir de la plupart de mes connaissances. L'orgueil national, vivement blessé chez ceux qu'un pur amour attachait au sort de leur patrie, qui, dans peu de jours, avaient perdu l'avantage précieux que l'opinion lui accordait depuis plusieurs siècles, et les inquiétudes de la généralité qui éprouvait chaque jour combien la révolution faisait tort à leur fortune par nombre de dépenses et d'impôts dont, jusqu'alors, on n'avait pas eu l'idée dans cet heureux pays, avaient presque entièrement fait disparaître cette bonhomie et cette aimable gaîté qui distinguaient si avantageusement nos compatriotes.

Il ne serait plus nécessaire d'entreprendre ici une réfutation des vues que Mlle Lienhardt, de retour au pays, après quinze années d'absence, exposait en fermant son journal. Elle n'avait pas suivi d'assez près le mouvement de rénovation qui s'était accompli en Suisse depuis 1798, pour en juger en connaissance de cause, et la fille de l'ancien bailli bernois, malgré son républicanisme et son enthousiasme d'autrefois pour les débuts de la Révolution française, ne se trouvait plus chez elle dans le Pays-de-Vaud émancipé et délivré de la tutelle de Leurs Excellences. Et puis, elle l'avoue elle-même, accoutumée à une vie aussi active que variée, elle avait peine à s'habituer à l'existence monotone qui désormais allait être son partage. Que fut cette existence ? Nous l'ignorons ; mais ce que nous savons, c'est que, lorsqu'elle mourut en 1805, Mlle Lienhardt laissa à Vevey le souvenir d'une personne à la générosité de laquelle on n'avait jamais fait appel en vain !

J. CART.

